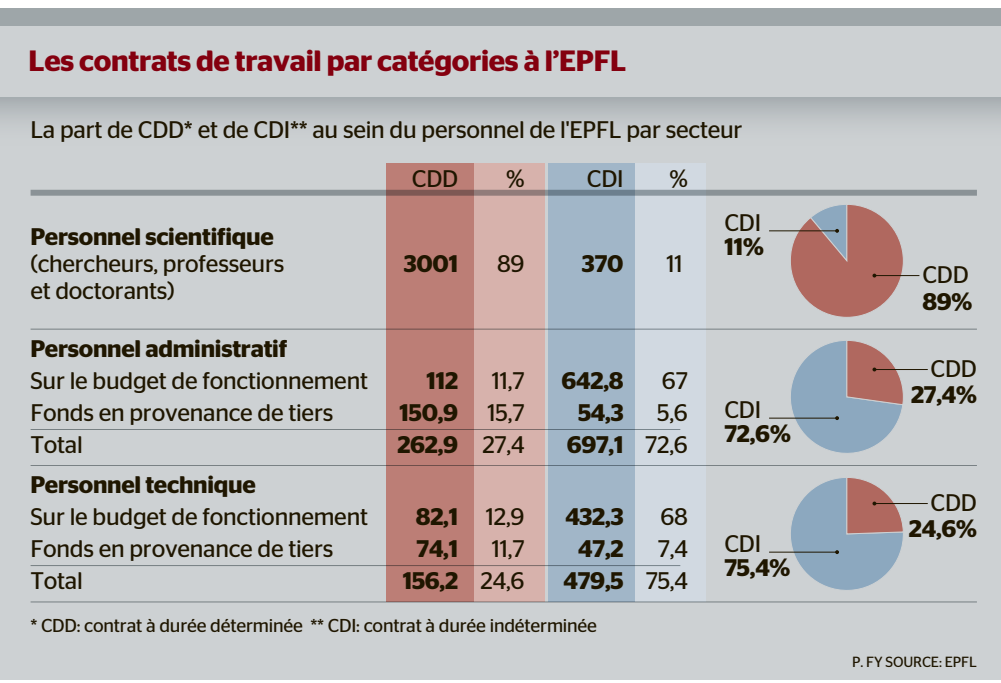


EPFL



Suite de la page 13
par d'autres organismes telle la Commission européenne ou des entreprises privées, subventionnant des activités de recherches par exemple. Cette mamme paie alors les équipements et les salaires nécessaires au projet pour une durée le plus souvent limitée dans le temps. «Et l'EPFL accorde actuellement un CDI à près d'un tiers des collaborateurs financés par un fonds de tiers - bien que cela ne soit pas imposé par le cadre légal - notamment dans l'intérêt des collaborateurs concernés», souligne la porte-parole Florence Renggli. Pour le syndicat, cela reste toutefois insuffisant: «Quand un projet s'arrête, un autre le remplace. Le personnel technique ou administratif peut toujours être recasé ailleurs», estime Luc Python.

née jusqu'à un maximum de cinq ans. Mais ces salariés sont aussi soumis à la loi sur le personnel de la Confédération, dont l'article 9 fixe cette même limite à trois ans, signale la porte-parole de l'Office fédéral du personnel, Anne Marie de Andrea. Et l'ordonnance d'application prévoit que les CDI «ne peuvent pas être conclus dans le but de contourner les dispositions relatives à la protection contre le licenciement.» «Aucun cas n'a été porté devant les tribunaux et nous n'avons pas encore de jurisprudence sur la question», regrette le secrétaire syndical. Il y aurait pourtant de jolii casus à porter devant les prud'hommes...

En attendant, l'APC n'est pas resté les bras ballants ces dernières années. En 2012, il a suscité une intervention au Conseil national sur ce thème. Avant cela, il avait porté l'affaire devant le Conseil des EPF, basé à Zurich. Résultat, son président Fritz Schieser s'était fendu d'une lettre aux six institutions membres pour les sensibiliser à d'importance du respect de la réglementation sur les contrats à durée déterminée. Cela n'aurait pas eu grand effet auprès de l'EPFL. «Notre espoir, reprend Luc Python, c'est que l'arrivée d'une nouvelle équipe de direction en début d'année (ndlr: Martin Vetterli a succédé à Patrick Aebischer à la présidence) change la donne. Mais on ne le constate pas pour l'instant.» Comme pour lui donner raison, trois postes techniques sont actuellement mis au concours sur le site Web de l'EPFL, sous la forme de CDD «renouvelable» ou pouvant déboucher sur un CDI. D'autres offres ne stipulent pas le type de contrat.

Mais l'EPFL laisse entendre que sa politique pourrait évoluer: «Son application continuera à être monitorée de près et sera le sujet d'ajustements, dans le sens de privilégier une collaboration en CDI chaque fois que cela est possible», affirme Florence Renggli. Une rencontre entre les partenaires sociaux et le président du Conseil des EPF aura lieu fin août pour parler des augmentations salariales 2018. Les représentants de l'APC comptent en profiter pour remettre la compresse sur la problématique des engagements temporaires à l'EPFL.

Jacqueline de Quattro met un peu d'ambiance pour le début de législature

Réactions
La conseillère d'Etat PLR a indiqué son intention de briguer un siège au Conseil national en 2019. Dans les partis, on est perplexe par rapport à cette annonce

Jacqueline de Quattro a donné un ton particulier à l'aube de cette nouvelle législature en déclarant d'entrée qu'elle souhaitait partir pour Berne à l'occasion des prochaines élections fédérales (notre édition du 12 août). Une manière de faire que goûte peu le président du Parti socialiste vaudois, Stéphane Montangero: «Avant de penser au poste suivant, elle devrait déjà se mettre comme il faut dans la législature actuelle et travailler sur le programme de législature.»

Déclarer aussi tôt son intention de partir pose aussi quelques questions sur la bonne marche des affaires du Canton, selon le socialiste: «On peut s'interroger sur la crédibilité que Jacqueline de Quattro aura pour porter des dossiers aussi délicats que l'aménagement du territoire après une telle annonce.» Son homologue Vert, Alberto Mocchi, renchérit: «Je pense qu'une telle annonce est surtout déstabilisante pour l'Administration.»

Mais Jacqueline de Quattro sera-t-elle la seule à s'éclipser du gouvernement cantonal avant

«Avant de penser au poste suivant, elle devrait déjà se mettre comme il faut dans la législature actuelle et travailler sur le programme de législature»



Stéphane Montangero
Président du PS Vaud
«Je pense qu'une telle annonce est surtout déstabilisante pour l'Administration»



Alberto Mocchi
Président des Vercors vaudois
«Je pense qu'une telle annonce est surtout déstabilisante pour l'Administration.»

2022? Le Conseil d'Etat vaudois n'est pas composé que de jeunots en termes du nombre d'années de fonction. Par exemple, le PLR Pascal Broulis entame sa quatrième législature et le socialiste Pierre-Yves Maillard n'est pas loin derrière. «On verra s'il y a plusieurs élections complémentaires durant cette législature, mais il ne faut pas oublier que cela coûte cher aux partis et aux contribuables, rappelle Alberto Mocchi. De plus, une complémentaire est toujours risquée, la majorité du Conseil d'Etat a basculé à gauche à la faveur d'une complémentaire en 2011.»

Justement, de l'autre côté de l'échiquier politique, certains pensent aussi à renverser la majorité. Kevin Grangier, le secrétaire général de l'UDC Vaud, estime qu'une complémentaire devrait provoquer une réflexion dans les partis bourgeois. «Dans l'optique d'une reconquête de la majorité au Conseil d'Etat, on peut se poser la question si la droite ne doit pas présenter un candidat UDC ou Vert/libéral pour succéder à Jacqueline de Quattro. Le PLR n'a pas de souci à faire élire ses candidats lors des élections générales. Ainsi il retrouverait son troisième siège - et la majorité - en 2022.»

L'annonce précoce de Jacqueline de Quattro a au moins le mérite de laisser du temps aux partis pour gamberger sur une stratégie.

Renaud Bournaud

Lausanne et région

«Les besoins et les attitudes des toxico-dépendants varient rapidement»

A la tête d'une ville (7/7)

Un an après le début de la législature, les édiles lausannois évoquent leur ville et leur vie. Aujourd'hui, Oscar Tosato

Lise Bourgeois

Municipal depuis 2001, Oscar Tosato est très populaire. A la tête du Social, il fait partie des socialistes du canton qui cherchent activement des solutions pour réintégrer les laissés-pour-compte. Depuis l'an dernier, il a repris les Sports, un «scre» pour cet ancien joueur de volley. Il n'en devra pas moins piloter le délicat dossier du local d'injection accepté récemment par le Conseil communal.

C'est votre seizième année. Toujours le feu sacré?
Absolument. J'ai gardé la passion d'accompagner des projets, de rencontrer et d'écouter les habitants. J'adore aller vers les gens.

Vous êtes désormais le doyen de fonction, avec du recul. Comment qualifiez-vous ce nouveau collègue?
C'est une équipe qui travaille de manière collective. Elle s'entend parfaitement bien avec un syndicat qui favorise les échanges.

C'est mieux qu'avant?
Il n'y a pas lieu de comparer de l'intérieur le fonctionnement des différentes Municipalités. Les dicastères et les personnalités diffèrent d'une législature à l'autre. Ce que je remarque, c'est que nous travaillons dans la sérénité et que c'est un plus. Nous ne sommes pas dans une ambiance de concurrence, comme cela peut arriver parfois, et il n'y a pas de blocages.

Dans le remaniement de 2016, vous avez laissé tomber l'Ecole. Y avait-il trop de problèmes avec le Canton, comme on l'a parfois entendu?
Le dossier de l'école est important. On doit inscrire une ambition cantonale dans la réalité lo-



Oscar Tosato a choisi de poser dans le beffroi de la cathédrale, l'un de ses endroits favoris dans la ville. ODDIE MEYLAN

cale. Mais il y a un autre aspect qui méritait l'apport d'idées de quelqu'un de plus jeune que moi; c'est celui de la responsabilité de la Ville dans la politique extrascolaire, le soutien à la jeunesse, le socioculturel, la prévention ou l'initiation à la citoyenneté.

Vous avez en revanche gardé le Social.
Oui, mon cœur balançait entre le social et la petite enfance. Comme vice-président de la Fondation pour l'accueil de jour et député de la plate-forme Canton-communes sur l'accueil parascolaire, j'aurais aimé poursuivre. Mais dans le so-

cial, il y a l'espace de consommation sécurisée (ndlr: le local d'injection). C'était un défi politique, et maintenant il faut construire. Et puis, les questions de migration sont aussi très importantes. L'accueil et l'intégration doivent être renforcés. Nous avons une responsabilité face aux inégalités nord-sud et est-ouest. J'ai pensé qu'un municipal expérimenté devait continuer sur ces questions si délicates.

Qu'attendez-vous de l'expérience de trois ans pour le local d'injection?
Il y en a douze en Suisse et ils

fonctionnent selon les nécessités locales. Les besoins et les attitudes des toxico-dépendants varient rapidement. Aujourd'hui ceux qui sont les plus précarisés consomment dans le stress et l'insécurité. Une fois dans le calme, ils peuvent réfléchir à leur consommation, la réguler sur la journée et la modifier. Certains passeront de l'injection à l'inhalation. C'est ce que l'on observe dans les autres villes. La phase pilote nous permettra de modéliser et d'adapter le local à la réalité lausannoise.

Comment allez-vous suivre le dossier?

Un audit sera confié à un organisme indépendant. Toute la Municipalité ira à Zurich cet automne visiter un espace. C'est un dossier important. Nous savons que la population est rassurée de savoir que les personnes précarisées sont prises en charge, que des mesures d'accompagnement sont prévues pour le quartier et que la lutte contre le commerce de stupéfiants sera renforcée.

Et la question des migrants qui squattent à Lausanne, la résoudre-vous un jour?
Non! La Commune n'a aucune compétence sur les permis de sé-

jour et de travail. Quelques dizaines de migrants sans ressources qui fréquentent les dispositifs d'urgence financés par l'aide sociale ne seront bientôt plus accueillis et dirigés vers l'EVAM, selon les instructions cantonales. Les squatters réunis au sein du collectif Jean Dutoit devront un jour ou l'autre s'adresser aux autorités cantonales pour tenter de régulariser leur situation ou accepter de respecter l'ordre de départ. A titre personnel, je suis favorable à un assouplissement des règles sur les Accords de Dublin et sensible à des situations individuelles qui pourraient déboucher sur des permis humanitaires.

Vous avez repris le Sport. C'est un privilège laissé au doyen de fonction?
Mon intérêt pour le Sport n'était pas un secret et je ne suis certainement pas le seul à avoir imaginé reprendre ce dossier. Le Sport a une place de choix sur la carte de visite de notre ville. Il lui donne une renommée internationale avec le CIO. Au ranking établi par TSE Consulting des villes les plus sportives dans le monde, nous occupons en 2016 la troisième place. Durant cette législature nous aurons le Championnat du monde de triathlon, les Jeux olympiques de la jeunesse et le Championnat du monde de hockey. Mais le soutien aux clubs phares locaux reste ma priorité, qu'ils soient professionnels ou amateurs. J'aimerais aussi renforcer la pratique libre des sports urbains et le sport associatif féminin.

Et les grands chantiers?
Dans une année, le Centre sportif de la Tuileries sera achevé. La construction du stade a débuté. Plus au sud, le Centre sportif de Malley est le chantier le plus impressionnant. Pour gérer ces deux infrastructures nous négocions des conventions avec les clubs.

Est-ce votre dernière législature? Quelle sera votre vie après la politique?
En 2021, j'aurai 65 ans et je me suis promis d'être cohérent avec ma position politique sur l'âge de la retraite. Je pense à la suite et j'essaie de me convaincre de ne pas accepter de mandat institutionnel le moment venu, car je serai certainement sollicité. Peut-être que je m'engagerai un peu dans le bénévolat, mais essentiellement, je vais m'occuper de mon jardin (sourire).

«L'EPFL opère avec une grande agilité, saisissant des opportunités et développant des initiatives qui évoluent ou sont limitées dans le temps»

Florence Renggli Porte-parole de l'EPFL

Quid surtout des quelque 200 employés non scientifiques engagés par CDD et payés, eux, par le budget de l'institution? «L'EPFL opère avec une grande agilité, saisissant des opportunités et développant des initiatives qui évoluent ou sont limitées dans le temps, justifie Florence Renggli. Pour pouvoir agir avec la flexibilité nécessaire, des collaborateurs administratifs et techniques peuvent être engagés en CDD. Si la collaboration se prolonge, un CDI est proposé», assure la porte-parole.

Pas de jurisprudence
Le cadre légal dans lequel s'inscrit cette politique de ressources humaines est assez flou. La loi sur les Ecoles polytechniques fédérales permet à celles-ci d'engager sur leur budget des collaborateurs administratifs ou techniques pour une durée détermi-



Alain Cuendet, encyclopédie vivante des véhicules militaires, en uniforme canadien.

Bière, capitale éphémère du «bidon Fritz»

Histoire
Une centaine de véhicules de la Seconde Guerre mondiale se sont réunis ce week-end sur La Côte. L'occasion d'évoquer un objet des années 30 promis à un succès mondial

Allemands et Anglo-Saxons ont chanté Lili Marlene durant la Seconde Guerre mondiale. Mais la chanson de la belle Marlene n'était pas le seul point commun entre les belligérants. Les uns et les autres ont recouru au même récipient pour faire le plein. La centaine de véhicules d'époque rassemblés samedi et dimanche à Bière en témoignent: américains, anglais, canadiens ou allemands, les camions, chenillettes, jeeps ou Kübelwagen ont tous un ou plusieurs jerricans arrimés quelque part.

Membre éminent du Military Vehicle Conservation Group de Suisse romande qui organise la réunion, Alain Cuendet est incolable sur les engins de l'époque. Et

notamment sur ce «bidon Fritz» (Jerry étant le surnom donné aux Allemands par les Anglo-Saxons pendant le conflit), tellement pratique que les Anglais ramassaient tous ceux sur lesquels ils mettaient la main. Par la suite, tous les belligérants les ont copiés, avec plus ou moins de bonheur. «Les Américains, par exemple, n'ont pas compris l'intérêt du bouchon à levier et l'ont remplacé par un bouchon vissé, explique Alain Cuendet, bonjour pour le dévisser.» Mais l'ingéniosité germanique ne s'était pas arrêtée à ce bouchon, placé en retrait, à l'abri des chocs. «Les trois poignées permettaient de porter les bidons de plusieurs manières, seul ou à deux», explique cet habitant de Colombier-sur-Morges, venu en voisin avec son camion Ford Canada.

La conception géniale des jerricans et le secret qui les entourait s'expliquent par le rôle stratégique attribué par les Allemands à leurs *Einhetiskanistern*: le ravitaillement des véhicules reposait

sur ces bidons de 20 litres, plutôt que sur de lourds camions-citernes incapables de s'aventurer dans le terrain. Si la copie est le plus vibrant des hommages, le général Eisenhower, commandant des forces alliées en Europe, a aussi apporté sa pierre à l'édifice. «Conscient de l'importance des jerricans que les soldats avaient tendance à jeter dans le fossé une fois vides, il a ordonné de récompenser les enfants qui les ramenaient aux troupes», raconte Alain Cuendet, sanglé dans un uniforme du régiment de la Chaudière, une unité québécoise qui a débarqué le 6 juin 1944 en Normandie.

Comme les autres participants, le Vaudois met un point d'honneur à assortir sa tenue à son véhicule. Quitte à porter sous le soleil le gros drap épais et le béret des troupes de l'Empire.

Laurent Aubert



Cliquer sans dévoiler sa vie privée sur Internet

Innovation
Une chercheuse de l'EPFL a mis au point un programme permettant de surfer sans trop se dévoiler

«Recommandé pour vous», «Vous devriez aimer ceci», ou encore «Ce que nous avons sélectionné pour vous». Autant de formules qui apparaissent régulièrement à l'écran lors d'une navigation sur Internet. Un clic ou un «like» peut en effet révéler de nombreuses informations sur nos habitudes de consommation, notre vie privée et nos préférences. Du pain béni pour certaines entreprises qui

s'en servent pour proposer des produits personnalisés selon le comportement des utilisateurs. La plupart du temps, les internautes ignorent ce qu'il adviendra de ces informations. Mahsa Taziki, chercheuse à l'EPFL en informatique, communication et programmation, a créé un programme pour naviguer sur Internet en pleine conscience de ce que l'on divulgue ou non, tout en conservant les avantages des recommandations en ligne.

Concrètement, le système évalue pour chaque clic potentiel la quantité de données transmises par l'utilisateur, le degré d'anonymat, et enfin l'avantage à tirer

d'un tel clic. Le résultat s'affiche ensuite sous forme de code couleur. Cela permet à l'utilisateur de juger si un clic en vaut la peine ou non, en comparant les informations transmises et la qualité du service de recommandations. Avec ce système, le choix se fait donc au cas par cas.

La protection des données est au cœur de l'innovation de Mahsa Taziki. Elle permet en effet de répondre à un dilemme: faut-il cliquer sans savoir exactement ce qu'il adviendra de nos données ou alors renoncer et ne pas pouvoir profiter d'un service bien utile?

Avec le système de Mahsa Taziki, un algorithme détermine en

temps réel la quantité d'informations dévoilées par un clic pour «liker» ou donner une note à un objet. Selon la chercheuse, le clic implique une perte d'anonymat dans 80% des cas. Il en reste donc toutefois une petite part qui offre une utilité sans compromettre la vie privée.

À l'avenir, la chercheuse de l'EPFL envisage de poursuivre le développement de son système avec une extension pour navigateur Internet, qui permettrait d'être prévenu immédiatement lorsqu'un site empiète trop fortement sur la vie privée, avant même d'interagir avec celui-ci.
Marceline Michon

Renens Atelier sur la mouche suzukii

La Ferme des Tilleuls organise un atelier sur la *Drosophila suzukii*, jeudi à 20 heures. Entrée libre. Cette petite mouche asiatique qui a débarqué en Suisse en 2011 cause bien des soucis aux agriculteurs et aux viticulteurs. L'atelier vise à apprendre aux participants à reconnaître ces drosophiles et à fabriquer des pièges pour les capturer dans le jardin de la Ferme des Tilleuls. Les plus curieux pourront aussi participer à la cartographie de la présence de ces mouches en fonction des températures et de la météo. **R.B.**

Lausanne Sur les traces de Jacques Chessex

Samedi 19 août, l'itinéraire thématique de Lausanne, promenades littéraires propose de flâner sur les pas de Jacques Chessex, écrivain, poète et peintre vaudois. De l'Hôpital cantonal au Collège de Bèthusy, ou Chessex a été élève dans les années 1940 et ensuite enseignant, du Café de l'Évêché à la place de la Cathédrale, ces endroits ont bien souvent été des sources d'inspiration dans l'œuvre de Chessex. Un comédien lira des extraits de ses textes. Le départ se fera à 14 h 30, place de l'Ours, pour 1 h 30 de ballade. **M.M.**